



**PRÉFÈTE
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2025-04-25-00003 du 25 avril 2025
portant modification du paramétrage du plan de bridage pour la protection des
chiroptères sur le parc éolien exploité par la société CEPE DE LA BAUME sur la commune
de Lapanouse-de-Cernon**

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2012 accordant un permis de construire au nom de l'État à la société SA EOLE RES pour un parc éolien situé sur la commune de Lapanouse de Cernon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2016 portant changement d'exploitant pour le compte de la SARL CEPE LA BAUME et portant mise place des garanties financières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2018 relatif à l'interdiction du fonctionnement du parc de La Baume en période diurne et fonctionnement sous conditions en période nocturne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-01-16-005 du 16 janvier 2020 levant l'interdiction du fonctionnement du parc éolien de La Baume en période diurne et portant mise en place de mesures pour la protection des chiroptères et des oiseaux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** Le récépissé de la préfecture de l'Aveyron n°14382 du 7 août 2012 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SAS EOLE RES pour l'exploitation du parc éolien dit « La Baume » et actant son classement en régime d'autorisation sous la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** les rapports de suivi de l'activité des chauves-souris et de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris du parc éolien de La Baume en date de mars 2021, mars 2022 et mai 2023 par la société EXEN ;
- Vu** le porter à connaissance en date du 15 novembre 2024 par la société CEPE DE LA BAUME relatif à une demande de modification du plan de bridage chiroptères ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mars 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 18 mars 2025 à la connaissance de la société CEPE DE LA BAUME ;
- Vu** l'absence d'observations sur ce projet d'arrêté par la société CEPE DE LA BAUME ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2020 susvisé dispose qu' : « (...) A l'issue de trois années de fonctionnement complètes, en fonction des résultats annuels de suivi de mortalité tel que décrit dans l'article 7 du présent arrêté, corrélés aux données des mesures d'activité des chiroptères à hauteur de nacelle et aux données des mesures de température, de vent, et de tout autre paramètre pertinent, les modalités de ce bridage pourront être revues, sur proposition de l'exploitant et validation de la DREAL (...) » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2020 susvisé dispose que : « (...) la corrélation des données d'activité enregistrées en hauteur avec les relevés du suivi de la mortalité et les données météorologiques (température, vent et tout autre paramètre pertinent) permettront de valider l'efficacité du pattern de régulation optimisé mis en œuvre et le cas échéant d'en revoir les modalités (...) » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2020 susvisé dispose que : « (...) Dans le cas de modification de paramétrage des systèmes décrits dans les paragraphes précédents et afin d'évaluer son efficacité, le suivi est relancé au moins sur une année supplémentaire sauf demande motivée et accord de la DREAL (...) » ;

CONSIDÉRANT que les résultats des trois suivis environnementaux réalisés en 2020, 2021 et 2022 sur le parc éolien de La Baume ont démontré un impact très faible des éoliennes sur les populations locales de chiroptères ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ces résultats le paramétrage du plan de bridage peut être optimisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de vérifier à tout moment que le plan de bridage est efficace et opérationnel ;

CONSIDÉRANT que cette modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 peut être imposée par l'autorité administrative, à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

- ARRÊTE -

Article 1. Modification du plan de bridage pour la protection des chiroptères

Au deuxième alinéa de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2020 susvisé, les mots :

« Les paramètres du bridage sont applicables sur la période du 1^{er} avril au 31 octobre, à savoir :

- toute la nuit (1h avant le coucher du soleil à 1h après le lever du soleil)
- pour des températures supérieures ou égales à 10°C
- pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 6 m/s »

sont remplacés par les mots :

« Les paramètres du bridage sont applicables chaque nuit, du coucher du soleil jusqu'au lever du soleil :

- du 1^{er} mai au 30 juin :

- pour des températures supérieures ou égales à 12 °C
 - pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 5 m/s
- du 1^{er} juillet au 31 octobre :
- pour des températures supérieures ou égales à 12 °C
 - pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 5,5 m/s . ».

Article 2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 3. Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Lapanouse-de-Cernon et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de Lapanouse-de-Cernon pendant une durée minimum d'un mois. La maire de Lapanouse-de-Cernon fait connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de l'Aveyron, l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, l'inspection chargée des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de la commune de Lapanouse-de-Cernon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera notifiée à la société CEPE DE LA BAUME.

Fait à Rodez, le

25 AVR. 2025

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale



Véronique ORTET